

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 10/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GURDEBEKE Château Gautier

65, boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : IC-R/145/25-CD/SL
Code AIOT : 0005106547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement GURDEBEKE Château Gautier implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE Château Gautier
- Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent
- Code AIOT : 0005106547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE dont le siège se situe à Noyon, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée à Moulin-sous-Touvent qui comporte également un centre de transfert de déchets non dangereux ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts.

Ce site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Aménagement des casiers	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 8.2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagement des casiers	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 8.2.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fourni un rapport de la mission de contrôle extérieur de la barrière de sécurité active pour l'exploitation du casier 9. Sur cette base, l'inspection n'a pas de remarques pour l'ouverture de ce casier.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection les photographies prouvant la mise en place du dernier géotextile juste en amont de l'exploitation du casier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Barrières de sécurité passive (BSP)
Prescription contrôlée : Les sécurités passives des casiers comprennent : Au fond et remontant de 2 m au moins sur les flancs, d'une barrière passive reconstituée constituée a minima de bas en haut, à partir du substratum : - cinq mètres (5 m) au moins de sables du Cuisien, de perméabilité inférieure à 1.10-6 m/s, - un mètre vingt (1,20 m) d'argile ou de sables prélevés in situ mélangés à de la bentonite, de perméabilité inférieure à 1.10-9 m/s, - un géosynthétique bentonitique de nature calcique de densité minimale 5 kg/m2, de perméabilité inférieure à 10-10 m/s.
Constats : L'inspection s'est rendue sur le site le 20 août 2024 afin de procéder à la vérification et à la réception de la barrière de sécurité passive du casier n°9. Aucune non-conformité ou remarque n'a été identifiée. Cependant lors de cette inspection, l'exploitant avait indiqué que le

géosynthétique bentonitique (GSB) ne pouvait être mis en œuvre dans le cadre de la réception de la BSP pour des raisons météorologiques (afin que les qualités et performances intrinsèques du GSB ne soient pas remises en cause, ce dernier doit être immédiatement recouvert pour la première couche de la BSA pour ne pas être exposé aux intempéries).

Dans le cadre du dossier de réception de la BSA, l'organisme tiers Infraneo a intégré les éléments de constats relatifs à la mise en place de ce GSB. Le rapport de synthèse en date du 27/03/2025 précise la nature du GSB mis en place, à savoir GSB Bentofix X2 BFG 5300 ainsi que les contrôles effectués. Selon la fiche technique de ce GSB joint au dossier, la masse surfacique de bentonite est supérieure ou égale à 5 550 g/m² et la perméabilité hydraulique est inférieure ou égale à 1.10⁻¹⁴ m/s. Ce GSB est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation en matière de densité et perméabilité.

Dans son rapport le contrôleur extérieur indique qu'il valide la conformité du GSB Bentofix X2 BFG 5300 présentant des caractéristiques suffisantes, conformément à l'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021. Infranéo déclare dans son rapport la conformité du support avant le démarrage des travaux de mise en œuvre du GSB. Il atteste également que la pose du GSB a été réalisée par recouvrement systématique et contrôlée par marquage sur les lés de 30 cm minimum.

Il acte également de la conformité de mise en œuvre du GSB au droit du point bas (selon deux épaisseurs) conformément aux recommandations du comité français des géosynthétiques (CFG). Il acte ainsi de « la conformité en continuité de l'étanchéité GSB et de l'assurance d'une résistance à la traction dans le sens production conformément aux recommandations du CFG. » Dans ces conditions, l'Inspection estime que le GSB mis en place respecte les dispositions demandées.

Un plan de calepinage est joint en annexe du rapport du 27/03/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagement des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 8.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Barrières de sécurité active (BSA)

Prescription contrôlée :

Les sécurités actives des casiers comprennent, de bas en haut ou du terrain naturel vers l'intérieur du casier, en recouvrement des sécurités passives :

Au fond et sur les flancs,

- une géomembrane imperméable en polyéthylène haute densité de 2 mm d'épaisseur au moins,
- un géotextile anti-poinçonnant,
- un massif drainant, épais d'un demi-mètre (0,5 m) au moins, constitué de roulés non calcaires, de granulométrie 10/40 et de perméabilité au moins égale à 1.10⁻⁴ m/s et équipé de drains de diamètre suffisant permettant la collecte des lixiviats,
- un géotextile anti-contaminant.

Sur les flancs :

- un géosynthétique bentonitique conforme au guide des équivalences,
- une géomembrane imperméable en polyéthylène haute densité de 2 mm d'épaisseur au moins,
- un dispositif drainant constitué (type géo-espaceur),
- un dispositif de protection supérieure (type géotextile).

Constats :

Chaque couche de la BSA fait l'objet d'une analyse.

1/ La géomembrane PEHD (fond et flancs de casier) :

Le rapport de synthèse de la société Infranéo précise la nature de la géomembrane installée sur le fond et les flancs du casier, à savoir Carbofol PEHD 407. Sur la base de la fiche technique du produit, le contrôle extérieur effectué par la société Infranéo valide la conformité du PEHD CARBOFOL PEHD 407 2 mm conformément à l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral.

La société Infranéo indique également dans son rapport qu'il a réalisé chaque jour les constats sur les conditions de stockage. Ces dernières sont conformes.

S'agissant de la pose du PEHD, la société Infranéo précise dans son rapport que les relevés des dimensions caractéristiques des soudures ont été réalisés quotidiennement au pied à coulisse au démarrage :

« - L'inspection visuelle de l'aspect extérieur des soudures a été menée par le contrôle extérieur conformément aux contrôles in Situ définis par la Directive de 1992 de l'Institut de Soudure d'Assemblage de géomembrane en polymères dans les ouvrages hydrauliques et du génie civil - Contrôles in Situ.

- L'inspection a été complétée à l'aide d'une pointe à tracer pour détecter les défauts éventuels de soudures, en l'occurrence les zones non soudées situées sur les bords des panneaux. Ce contrôle de l'aspect extérieur renseigne principalement sur la qualité d'exécution des soudures. La pointe sèche passera entre les deux lès de PEHD s'il y a défaut dans la soudure.

- L'examen visuel a été exécuté de façon continue sur toute la longueur des soudures. Par ailleurs, le plan de calepinage a été joint au dossier. Le bureau de contrôle externe ne relève pas de non-conformité dans la mise en œuvre du PEHD."

Enfin, d'après le rapport de la société Infranéo, 95 contrôles non destructifs des soudures ont été réalisés sur 100 % des soudures. En plus de ces essais non destructifs, 48 essais destructifs ont été menés. Les résultats de ces deux types d'essais permettent à Infranéo d'acter leur conformité mécanique des soudures conformément à l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

2/ Géotextile anti-poinçonnant (fond de casier) :

Le géotextile anti-poinçonnant mis en place est référencé MIRAFI P30. Le certificat de qualité ASQUAL figure en annexe du dossier.

Le contrôleur extérieur valide la conformité de ce géotextile conformément aux prescriptions de l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

En ce qui concerne la pose du géotextile anti-poinçonnant, le contrôleur extérieur indique dans son rapport qu'une inspection visuelle a été réalisée et que celle-ci lui permet d'acter de la conformité en continuité du géotextile.

3/ Massif drainant (fond de casier et flanc) :

Le massif drainant mis en place sur le fond du casier a fait l'objet d'un relevé d'épaisseur de la couche du drainant par un géomètre expert. Ce relevé topographique, fait apparaître une épaisseur minimale de 51 cm, ce qui est conforme à l'arrêté préfectoral (0.50 mètre).

Les matériaux mis en place proviennent de la société Lafarge. L'exploitant nous a précisé que le matériau mis en place a une granulométrie de 20/40 (le 10/40 n'existant pas). La fiche technique

jointe au rapport précise qu'il s'agit d'un matériau roulé non lavé. Toutefois, cette distinction ne porte pas à préjudice puisque la plage de granulométries des matériaux employés est incluse dans celle édictée à l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021. Cette fiche technique précise également la perméabilité du matériau à savoir $8,2 \cdot 10^{-3}$ m/s. Ceci est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 (perméabilité minimale de $1,1 \cdot 10^{-4}$ m/s)

Sur les flancs, un géotextile drainant de type Secudrain 131 C WD 401 131 C a été mis en place. La société Infranéo atteste que ce géotextile a été posé par recouvrement systématique de 30cm minimum et contrôlé par marquage des lés. Infranéo atteste également de la conformité en continuité du géotextile drainant.

4/ Géotextile anti-contaminant (fond de casier) : Ce géotextile est de référence MIRAFL S41. La fiche produit figure au dossier. Le contrôleur extérieur valide la conformité de ce géotextile conformément aux prescriptions de l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

5/ Dispositif de protection supérieur (flanc) : Le produit mis en œuvre est une membrane de protection nommé P30. La fiche technique figure en annexe du dossier. Le contrôleur extérieur valide la conformité de ce géotextile aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection que ce géotextile n'a pas été mis en place pour des raisons d'envol. Il s'est engagé à fournir des photos lors de sa mise en œuvre, en amont de l'exploitation du casier.

Ancrage

Le contrôleur extérieur valide la conformité des dimensions de la tranchée d'ancrage à l'article 8.2.5 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021. D'après le dossier, cette tranchée a une largeur de 0,90 mètre, une profondeur de 0,90 mètre.

En conclusion le rapport de synthèse d'Infranéo référencé IN24.03146 du 27 mars 2025 précise : « *Les produits utilisés sur le site pour la mise en œuvre de la barrière active du casier n°9 correspondent aux produits agréés par le maître d'ouvrage.*

Les méthodologies de pose des différents produits utilisés sur le site sont conformes aux prescriptions du C.F.G. évoquées au paragraphe 2.3, notamment :

- Articles 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6 du Fascicule 10,
- Articles 4.1 et 4.2 du Fascicule 11.

Les résultats des essais non destructifs sont conformes aux prescriptions du C.F.G.

Le complexe d'étanchéité active posé sur le talus et le fond de forme du casier n°9 de l'ISDND de Château-Gautier (60) est conforme selon les règles du C.F.G.

Cette conformité se limite aux différentes méthodes de pose et d'ancrage, au type de produits utilisés et aux essais destructifs et non destructifs réalisés sur 100 % des soudures effectuées en contrôle continu.

L'équipement en produits manufacturés constituant la partie supérieure de la barrière de sécurité passive en talus et la barrière de sécurité active de l'ensemble du casier N°9 est conforme aux spécifications de l'Article 8.2.1.1 et 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 autorisant l'exploitation de l'ISDND de Château Gautier (60).

En résumé, l'ensemble des contrôles extérieurs réalisés permet de confirmer les points suivants en référence aux textes réglementaires de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 :

1. Stockage des matériaux en place CONFORME
2. Validité des matériaux en place CONFORME
3. Tranchée d'ancrage CONFORME
4. Pose de la GSB à 100% CONFORME

5. Pose du PEHD à 100% CONFORME
6. Soudure sur PEHD à 100% CONFORME
7. Pose des drainants à 100% CONFORME »

Sur la base de l'inspection du 31 mars 2025 relative à la mise en œuvre de la barrière de sécurité active, objet de ce présent rapport, l'inspection des installations classées n'émet pas d'objection à l'exploitation du casier 9 du site situé au lieu-dit Château Gautier de la société Gurdebeke.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif : L'exploitant fournira des photographies lors de la mise en œuvre du géotextile de protection en amont de l'exploitation du casier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois